

## NOTE DE LA DIRECTION

### UN CANEVAS POUR FAVORISER LA COOPÉRATION EST-OUEST

À la fin d'octobre, M. Bernard Wood a prononcé l'allocution d'ouverture à un colloque international de leaders d'opinion, au Collège de la défense de l'OTAN, à Rome; le thème était «La

coopération économique entre l'Est et l'Ouest : perspectives et limitations». Le présent article en reprend certains des principaux points offrant le plus de pertinence, vu l'intérêt que le Canada porte aux relations Est-Ouest.

À MON POINT DE VUE, LES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX se doivent maintenant de reconnaître sans réserves l'ampleur des changements que M. Gorbatchev a provoqués en URSS même et dans le comportement de ce pays sur la scène internationale, et il leur incombe aussi de statuer sur les mesures concrètes d'encouragement qu'il est possible et sage de prendre.

À tout le moins, nous devons rejeter toute mesure (hormis celles qu'exige absolument la protection stratégique) qui s'apparenteraient à des sanctions économiques ou à de la discrimination contre l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est ayant entrepris une telle réforme fondamentale. La plupart de nos pays ont déjà sensiblement progressé dans la bonne direction, mais en accentuant davantage ce retour à des relations économiques normales, nous ferions un geste symbolique fort utile.

Deux des plus importants changements d'ordre légal survenus dans l'économie nationale de l'URSS et ayant une incidence sur la coopération économique entre l'Est et l'Ouest prennent la forme de lois : la Loi de 1987 sur les entreprises

de l'Union soviétique et sa révision ultérieure en 1988 ont profondément changé les conditions régissant les investissements directs en provenance de l'étranger. De telles entreprises conjointes ont favorisé l'implantation de sociétés essentiellement capitalistes au coeur même des économies socialistes.

Jamais les Soviétiques ne se sont autant intéressés aux organisations économiques internationales. En 1986, l'URSS a demandé au secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) la permission de participer à la ronde de négociations qui allait avoir lieu en Uruguay. Le GATT a rejeté sa demande, mais Moscou continue à manifester son désir d'adhérer à cet organisme, et le pays se prépare à amorcer des négociations officielles à cet égard. M. Ivan Ivanov, vice-président de la Commission nationale pour les relations économiques extérieures, croit que les réformes s'opérant actuellement dans le secteur du commerce extérieur rendront la politique commerciale de son pays compatible avec les exigences du GATT. Il précise, cependant, qu'il faudra au moins deux ans avant que les réformes visant les prix et les tarifs soviétiques soient suffisamment avancées pour que des pourparlers officiels puissent commencer.

TOUTES SORTES DE PERSPECTIVES DE COOPÉRATION économique s'ouvrent maintenant entre les deux blocs, mais il existe aussi des limitations très concrètes. Une tâche d'une énorme complexité attend M. Gorbatchev, lui qui veut arracher l'économie soviétique à la stagnation. Les grands bouleversements qui surviennent à mesure que l'économie adopte de plus en plus les structures d'un marché libre comptent parmi les problèmes les plus ardues.

économies produisent des biens concurrentiels sur les marchés étrangers. Mais pour cela, il leur faut obtenir de l'Ouest du matériel moderne et le savoir-faire. Quant aux entreprises occidentales, elles souhaitent exploiter le vaste marché des pays de l'Est, mais elles ne peuvent vendre, comme elles le voudraient, la technologie de pointe à ces derniers. Mais les coentreprises de production offrent peut-être une solution de compromis.

TOUTS CES PHÉNOMÈNES TRADUISENT DES RÉACTIONS normales du marché face à de nouveaux horizons qu'ouvrent la réforme et la modification des règlements. D'immenses possibilités s'offrent aux entrepreneurs et aux investisseurs occidentaux chaque fois qu'un gouvernement européen modifie rationnellement sa politique. Toutefois, je crois que l'Occident devra faire preuve d'une grande prudence s'il veut prendre des mesures de coopération économique spéciales allant au-delà de la logique du marché, laquelle est, après tout, un des principaux avantages que nous cherchons à partager. Ce n'est pas là un prétexte d'inaction, ni une froide prescription idéologique; c'est l'orientation que proposent le pragmatisme et le réalisme.

D'aucuns ont récemment déclaré que l'Europe de l'Est devait bénéficier d'un plan Marshall, faute de quoi elle tomberait sous le coup de la loi martiale, et c'est certes là une observation percutante, mais je crois qu'elle est fort trompeuse. Pour ces pays, le défi ne consiste pas à sortir de sous les ruines de la guerre ni à reconstruire sur des cendres, mais plutôt à s'extirper des dédales bureaucratiques mis en place au cours de nombreuses décennies. Ce n'est pas de capitaux, d'argent, ni de matières premières qu'ils ont besoin, mais bien de la volonté politique, des moyens et du savoir-faire voulus pour démanteler une

ostacles à une activité économique voilà qui, de toute évidence, ne peut survenir au lendemain, mais le processus prendra non plus une époque plus stable. En soi ne peut découler que d'une décision.

créé une bonne partie de ma carrière; l'aide extérieure et, en cette qualité, j'espère que qu'il n'est pas souhaitable ni possible de dresser un quelconque plan pour l'Europe de l'Est. On peut certes compter sur l'aide de bien avec des sommes considérables «de relais», mais tant que les réformes structurelles n'auront pas eu lieu, les bureaucraties des pays de l'Est continueront à creuser des abîmes qu'aucune coopération occidentale ne pourra combler. Il serait donc illusoire de créer une relation de ce genre et tout aussi néfaste de susciter des réactions négatives qu'il n'est tout simplement pas à attendre. □

D WOOD

Institut canadien pour  
la paix et la sécurité internationales

Place de la Constitution  
360, rue Albert, Bureau 900  
Ottawa (Ontario)  
K1R 7X7